

**Direction Régionale de l'Environnement, de  
l'Aménagement et du Logement du Centre**

St Cyr en Val, le 28 septembre 2010

Unité territoriale du Loiret

## **INSTALLATIONS CLASSEES**

-----

### **SARL SARAN LOGISTIQUE**

**Commune de SARAN**

-----

### **Extension d'activité de la plate-forme logistique**

## **RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

### **I - INTRODUCTION**

Par courriers des 28 avril et 21 mai 2010, le directeur technique de la Société SARAN LOGISTIQUE, dont le siège social est situé 62, rue Chaussée d'Antin à PARIS (75009), a présenté un dossier de déclaration modificative, relative à l'adjonction d'activités, dont une est soumise à déclaration au titre de la réglementation des installations classées, pour son entrepôt de SARAN – ZAC du Champ Rouge.

Le présent rapport est rédigé en application de l'article R 512-31 du Code de l'Environnement. Il présente les prescriptions complémentaires qu'il est proposé d'imposer à la SARL SARAN LOGISTIQUE pour les activités nouvelles (stockage de petites quantités de produits dangereux) qu'elle se propose d'exercer dans son entrepôt de SARAN sans augmentation de la surface de stockage.

### **II – PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT**

La SARL SARAN LOGISTIQUE est une filiale à 100 % de la société GOODMAN LOGISTICS DEVELOPPEMENT, spécialisée depuis une quinzaine d'années dans la prise en charge de la construction et de la gestion de bâtiments immobiliers ou logistiques.

Cette société loue les bâtiments de son entrepôt de SARAN à la société AMAZON. Le bail signé entre les 2 parties prend en compte l'arrêté préfectoral d'autorisation de cet entrepôt avec un engagement du locataire à respecter les prescriptions de cet arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.

L'entrepôt comprend 8 cellules de 5 194 à 5 790 m<sup>2</sup> chacune dédiées au stockage de produits divers de grande distribution (CD, DVD, livres, matériels électroniques, vaisselle, appareils de cuisine, bijoux, montres)

Actuellement, les produits dangereux (liquides inflammables, aérosols, toxiques pour l'environnement, ...) ne sont pas autorisés dans ces cellules.

### **III – SITUATION ADMINISTRATIVE**

L'exploitation de cet entrepôt a été autorisée initialement au bénéfice de la société EURINPRO par l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2007. Le changement d'exploitant de la société EURINPRO vers la société GOODMAN puis la SARL SARAN LOGISTIQUE ont fait l'objet respectivement des récépissés de cession des 15 novembre 2007 et 21 mai 2010.

Par arrêté préfectoral du 26 mars 2008 la capacité du bassin de confinement des eaux incendie a été portée de 1910 m³ à 1388 m³.

A ce jour, cet entrepôt est autorisé par l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2007, pour les activités suivantes :

<b>Rub</b>	<b>Régime</b>	<b>Libellé de la rubrique (activité)</b>	<b>Volume autorisé</b>
1510-1	A	Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des entrepôts couverts	Maximum de capacité de stockage dans tous les bâtiments, soit un volume de stockage de 571 000 m³ et une quantité de matières combustibles de 88 000 tonnes
1530-1	A	Dépôt de bois, papier, cartons ou matériaux combustibles analogues	Volume maximal susceptible d'être présent : 24 000 m³ par cellule
2663-2-a	A	Stockage de produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) sous forme non expansée et non alvéolaire	Maximum de capacité de stockage dans tous les bâtiments, soit 571 000 m³
2910-A.2	DC	Installation de combustion fonctionnant au gaz naturel	Puissance totale sur site : 3,6 MW
2925	D	Ateliers de charge d'accumulateurs, la puissance maximale du courant continu utilisable est supérieure à 50 kW	Puissance totale sur site : 1 151 kW

### **IV – PRESENTATION DE LA DEMANDE**

La présente demande d'extension d'activité vise à augmenter la gamme de produits présents sur le site et distribués par la Société AMAZON. Cette augmentation de la gamme de produits stockés est prévue sans extension de la surface et des volumes des bâtiments (un dossier de demande d'autorisation d'extension est actuellement en cours d'instruction et fera l'objet d'une procédure réglementaire comportant une enquête publique et administrative).

La présente déclaration modificative vise à intégrer des produits nouveaux tels que des produits cosmétiques ou produits d'entretien parmi ceux déjà présents dans l'établissement.

Cette augmentation de la gamme des produits stockés appelée "projet HAZMAT" consiste à stocker, en petites quantités des produits dangereux tels que des aérosols (cosmétiques, produits de nettoyage, ...), liquides inflammables (parfums, peintures, ...), solides inflammables (boîtes d'allumettes...), oxydants (produits de coloration), acides/bases (produits nettoyants, batteries, ...), produits dangereux pour l'environnement (herbicides, pesticides, ...)

Ces produits seront stockés dans leur emballage d'origine, à l'intérieur de :

- un conteneur adapté de 35 m² dans lequel seront stockés les aérosols ;
- un conteneur adapté de 35 m² dans lequel seront stockés les liquides inflammables ;
- sur une surface de 8 m² des armoires adaptées dans lesquelles seront stockées les autres produits dangereux.

Ces matériels seront installés à l'intérieur de la cellule n° 2 de l'établissement.

La situation réglementaire de cette modification est résumée par le tableau de classement suivant :

<b>Rub</b>	<b>Désignation de la rubrique</b>	<b>Observations</b>	<b>Clf</b>
<b>1172</b>	Stockage et emploi de produits dangereux pour l'environnement, très toxiques pour les organismes aquatiques	Stockage maximal : 99 litres	<b>NC</b>
<b>1173</b>	Stockage et emploi de produits dangereux pour l'environnement, toxiques pour les organismes aquatiques	Stockage maximal : 99 litres	<b>NC</b>
<b>1200-2</b>	Emploi ou stockage de comburants	Stockage maximal : 37 litres	<b>NC</b>
<b>1412</b>	Stockage de gaz inflammables liquéfiés	Stockage maximal : 563 litres	<b>NC</b>
<b>1432-2b</b>	Stockage de liquides inflammables en réservoirs manufacturés	Stockage de 128 l de produits de catégorie A, 1687 l de catégorie B et 32 l de catégorie C en petits contenants. Volume équivalent : 18,5 m <sup>3</sup>	<b>D (contrôle périodique)</b>
<b>1450-2</b>	Emploi ou stockage de solides facilement inflammables	Stockage maximal < 50 kg	<b>NC</b>
<b>1611</b>	Emploi ou stockage d'acides	Stockage maximal : 56 l	<b>NC</b>

## **V – CADRE ADMINISTRATIF DE L'INSTRUCTION**

Cette demande ne constitue pas une modification substantielle au sens de l'article R 512-33 du Code de l'Environnement.

Toutefois, s'agissant du stockage, pour une partie importante, de liquides et gaz inflammables, ce dossier de déclaration a fait l'objet d'une consultation des services départementaux d'incendie et de secours.

Par lettre du 24 septembre 2010, ce service a émis un avis favorable à cette demande en indiquant que les moyens de secours déjà existants sont suffisants et sous réserve du respect des dispositions suivantes :

- dispositions prévues dans le dossier de demande de l'exploitant,
- les caractéristiques des voies d'accès et moyens de secours extérieurs déjà prescrits dans l'arrêté d'autorisation du 13 juillet 2007 ;
- les éventuelles ouvertures hautes et basses, servant de ventilation, devront être équipées de clapets coupe-feu destinés à éviter la propagation d'un incendie hors des conteneurs ;
- les éventuelles gaines servant au désenfumage des conteneurs présentent les caractéristiques EI 90 en adéquation avec la résistance au feu annoncée dans le dossier pour les parois et les portes ;
- doter les conteneurs d'une extinction automatique en eau dopée prévue pour les liquides inflammables de type alcool ou polaire.

D'autre part, concernant le dépôt de liquides inflammables, l'exploitant a proposé la mise en place de mesures compensatoires en lieu et place de 2 prescriptions réglementaires de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration de liquides inflammables (rubrique 1432).

Les prescriptions techniques du SDIS ainsi que les mesures compensatoires proposées par l'exploitant, en application de l'article R 512-52 du Code de l'Environnement, sont reprises dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire proposé à l'avis du CODERST.

## **VI – PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES PROPOSEES**

Compte tenu de la nature et du faible volume des installations prévues (2 conteneurs de 35 m<sup>2</sup> et des armoires sur 8 m<sup>2</sup>), les modifications envisagées ne présentent pas de modifications sur les ressources et rejets d'eau de l'établissement ni d'impacts sur les rejets atmosphériques, le sol (à l'intérieur de la cellule n° 2), le trafic routier ou le niveau sonore de l'établissement.

Concernant les risques, compte tenu des faibles volumes de produits dangereux stockés ainsi que des mesures prises, l'étude de dangers présentée dans le dossier conclut à ce que cette installation est "sans effets" sur les zones de dangers de l'établissement ni les risques de déversement accidentels.

A l'exception des deux prescriptions réglementaires évoquées ci-dessus relatives aux portes et murs coupe-feu des conteneurs pour lesquelles il est prévu des mesures compensatoires (extinction automatique en eau dopée, désenfumage), l'ensemble des dispositions de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations soumises à déclaration de liquides inflammables sont reprises dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire proposé.

Les autres produits demandés seront limités aux seuils proposés et en application de l'article R 512-32 du Code de l'Environnement, soumis aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2007 ainsi qu'à celles du projet d'arrêté préfectoral complémentaire proposé qui comprend des mesures constructives (conteneurs et armoires sur rétentions indépendantes et fermées, conteneurs contenant les gaz et liquides inflammables ayant des parois et portes résistants au feu 90 minutes et équipés de désenfumage et d'un système d'extinction automatique).

Le SDIS consulté sur ce dossier a apporté des demandes supplémentaires par rapport aux dispositions prévues qui sont reprises dans le projet de prescriptions joint au présent rapport.

## **VII – CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS**

Compte tenu de ce qui précède, nous émettons un avis favorable à la déclaration de modification du stockage des produits autorisés à être stockés dans l'entrepôt de la société SARAN LOGISTIQUE à SARAN, sous réserve du respect des prescriptions techniques complémentaires annexées au présent rapport et nous proposons au CODERST de considérer favorablement ce dossier.

L'inspecteur des installations  
classées

Signé

Vu et transmis avec avis conforme à M. le préfet de la Région Centre, Préfet du Loiret – DDPP – SEI – Cité Administrative Coligny – 131 rue du Faubourg Bannier – 45000 ORLEANS

Orléans, le  
Pour le directeur et par délégation

Signé